



La loi "asile immigration" votée par une coalition de députés macronistes, de droite et d'extrême droite est une infamie : elle porte gravement atteinte aux droits fondamentaux des personnes et est en contradiction avec la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Tous les êtres humains doivent être traités comme tels ce qui est contraire à la notion de préférence nationale présente dans le texte.

Fixer des quotas annuels d'immigration, des conditions plus restrictives pour les réfugiés, rétablir le délit de séjour irrégulier, instaurer également une caution pour les étudiants étrangers, c'est remettre en cause le principe d'égalité.

Remettre en cause le principe d'universalité des allocations familiales en soumettant leur versement à une durée minimale de présence sur le territoire, alors que les concernés vont cotiser, c'est mettre un coup de massue au principe d'universalité de la Sécurité Sociale.

Priver les parents d'allocations familiales et de logement, c'est les empêcher d'éduquer leurs enfants et les pousser à devenir des sans-abris.

Envisager de supprimer l'aide médicale d'État, c'est laisser des enfants, femmes et hommes malades : c'est contraire au serment d'Hippocrate et à toute politique de prévention, c'est une aberration sur le plan sanitaire.

Revenir sur le droit du sol, c'est rompre avec les principes républicains de solidarité et de fraternité. C'est nier les conditions sociales, économiques et les situations de guerre qu'ont vécu les réfugié.es, c'est renier une part de notre humanité.

Limiter la possibilité de régularisation des travailleuses et travailleurs sans-papiers et la laisser au libre arbitre des préfet.es, c'est soumettre des femmes, des hommes et leurs enfants à l'arbitraire patronal et favoriser un dumping social qui tire vers le bas les droits sociaux de tous les salariés.

Emmanuel Macron prétendait vouloir faire barrage à Marine Le Pen ; il vient de donner une victoire idéologique à l'extrême droite en reprenant ses thèses xénophobes.

En désignant les immigrés comme des boucs émissaires, le gouvernement cherche à diviser la population afin de masquer son absence de volonté de s'attaquer aux injustices d'un système inégalitaire.

**Nous demandons le retrait de cette loi honteuse et infâmante.
Elle ne doit pas être promulguée !**

**RASSEMBLONS-NOUS
MARDI 23 JANVIER 18H
DEVANT LA SOUS-PRÉFECTURE DE BRIOUDE**

Signataires :

FSU Brioude, Union Locale CGT Brioude, Groupe d'action LFI NUPES Brioude,
Groupe d'action "union populaire du brivadois" NUPES, PCF Brioude, REV